



J'ai lu un papier dans lequel l'ancien député Évariste Fopoussi, un grand-frère que je respecte, pense que son parti, le SDF, ne sera pas upécisé, mais qu'il est sur le chemin du FPI (Front Populaire Ivoirien).

Je ne suis pas sûr de bien comprendre ce qu'il veut dire dans la mesure où le FPI (ancien parti du président Laurent Gbagbo) s'est déjà fragmenté au moins en 4 parties (FPI, PPA-CI, Générations capables, COJEP, etc.) après s'être upécisé (FPI originel Vs FPI Affi). Bref, une analyse minutieuse avec une grille d'analyse organisationnelle comme celle de Max Weber s'impose.

1. Le FPI a eu à gouverner : La première différence entre le FPI en Côte d'Ivoire et le SDF au Cameroun est que l'un est déjà arrivé au pouvoir, ce qui change sa façon d'aborder la chose politique. Lorsque le FPI a perdu le pouvoir, il s'est divisé sur la question de ligne politique à poursuivre: Faire la politique de l'opposition sous fond de radicalisme ou de négociation? C'est très important pour comprendre la crise au SDF parce que la similarité peut s'arrêter à ce niveau. Après plus de 30 ans de lutte sans gagner, le SDF a de la peine à trouver une nouvelle ligne politique : convaincre par la dénonciation ou par un projet politique ? Certains trouvent que la « dénonciation pour la dénonciation » n'a pas payé en 30 ans ; ils sont accusés d'avoir des intentions inavouées. D'autres pensent qu'on n'avait pas suffisamment dénoncé et qu'il faut accentuer la

dénonciation pour être plus convaincant que pendant les 30 dernières années. La différence de vision est claire !

2. Le sort non traité des cadres : Au Cameroun, vous avez des gens qui luttent depuis plus de 30 ans sans jamais gagner et donc, sans avoir eu la possibilité de caser leurs cadres qui se sacrifient au quotidien pour la victoire. Ces combattants ont vieilli dans l'indigence totale et souhaitent, pour certains, de « faire le rattrapage » avant de quitter la scène. Le FPI n'a pas eu le même problème. Après 20 ans de lutte, ils sont arrivés au pouvoir et ont eu la possibilité de caser leurs combattants et même, de créer de nouveaux cadres du parti.
3. Après avoir perdu le pouvoir d'État en 2010, ils ne se sont plus entendus sur la ligne du parti au FPI, ce qui est compréhensible dans la mesure où l'on ne dirige pas avec les extrémités ; il était difficile pour Laurent Gbagbo de poursuivre la vie politique avec la ligne dure du radicalisme. Pour ce faire, il est allé jusqu'à se séparer des pentecôtistes et de tout ce qui lui rappelait le fanatisme, ce qui ne pouvait que diviser son camp. Au Cameroun, les cadres du SDF s'entretiennent autour d'un poste à l'Assemblée nationale et on voit bien qu'ils redoublent de superlatifs pour s'insulter à chaque fois que l'on renouvelle le bureau de l'Assemblée nationale. Est-ce mal de prendre un poste à l'Assemblée ? On en parlera avec Max Weber. Le regret est que cette lutte intestine freine la bonne marche de ce parti qui était en passe de devenir le plus démocratique du pays avec l'annonce de l'ouverture de la succession du Chairman.
4. La question est donc de savoir s'il est malsain en politique de revendiquer les postes surtout lorsqu'ils sont légitimes comme à l'Assemblée. En effet, la politique coûte très chère au propre comme au figuré. Elle épuise au propre comme au figuré. L'erreur des partis politiques de l'opposition au Cameroun est de n'avoir pas su gérer de manière suffisamment inclusive pour « soulager » aussi leurs cadres qui se mettent au quotidien au service du parti. Les leaders sont égoïstes ; ils demandent aux cadres de faire des sacrifices qu'ils ne font pas eux-mêmes. Malheureusement, ça ne dure pas longtemps sans conséquences sur la vie du parti. Et on organise le lynchage de ces « gens qui sont là pour les postes » par opposition à ceux qui seraient là par « conviction ». Au SDF, ceux qui n'ont pas eu le poste jouent donc sur cet argument pour lyncher celui qui a eu le poste ! C'est tout ! Personne ne voyait ses défauts jusqu'à ce qu'il ait le poste !
5. On voit bien que le problème se trouve au niveau moral et que l'on manipule deux types d'éthiques au sein de l'opinion : d'une part, ce que Weber appelle « éthique de conviction » qui a fabriqué une génération de combattants indigents et d'autre part, « l'éthique de responsabilité » qui privilégie la raison et qui a favorisé la « cohabitation » ou la collaboration sur certains aspects avec le régime. On parle donc de « collabos » pourtant, il s'agit de ce que Weber appelle la « rationalité téléologique » c'est-à-dire qui privilégie la finalité. On dit donc ici que c'est la fin qui justifie les moyens alors que l'éthique de conviction relèverait de l'axiologie c'est-à-dire du domaine des valeurs. En Côte d'Ivoire, Soro a collaboré avec le gouvernement de Gbagbo pour trouver les moyens légaux de combattre Gbagbo et il a réussi sans compromettre ses « valeurs » ! Au Cameroun par contre, il y a une certaine « valeur » que l'on ne doit pas trahir ou une norme politique que l'on ne doit pas transgresser sous peine d'être appelé « collabo ». En d'autres termes, la vocation politique serait de « s'opposer pour

s'opposer » dès lors que l'on n'a pas la « totalité » du pouvoir de l'État (il ne faut même pas être député ou maire) ou de rester sur le chemin de la « vérité pour la vérité ». L'acteur politique n'a pas à se soucier des conséquences de son choix du boycott permanent quitte à mourir, à aller en prison, à devoir s'exiler ou à devenir indigent, dès lors que son intention est pure, et ses « valeurs » respectées.

6. Pourtant, Weber dit que les deux éthiques (de conviction et de responsabilité) n'ont pas vocation à s'opposer si l'on veut réussir son engagement politique. Il dit que l'option pour l'éthique de responsabilité n'est pas synonyme d'absence de conviction ou que l'option pour l'éthique de conviction ne doit pas être synonyme d'irresponsabilité. Cela veut dire que l'engagement politique « normal » ne devrait pas pousser l'acteur à abandonner sa famille ou à être défaillant en société. Malgré ses engagements politiques, l'acteur politique devrait rester digne, crédible et solvable en société. A ce sujet, il faut dire que la littérature politique a plutôt opté pour l'éthique de responsabilité dont le sens a été ajusté au fil du temps pour désigner « l'ensemble des règles morales, que le personnel politique doit suivre afin d'œuvrer pour le meilleur en étant responsable de ses actes » (Kambayi Bwatshia, 2000).
7. L'erreur commise par certains leaders de partis politiques au Cameroun, c'est d'avoir ignoré, dans leurs choix politiques, que leurs cadres devaient eux-aussi mener une vie décente et que la finalité n'était pas de s'opposer pour s'opposer mais, de s'opposer pour obtenir une position de décision, même partielle, ou mieux, de conquérir « tout ou partie du pouvoir ». L'éthique de conviction pousse ainsi une partie de l'opinion à reprocher aux députés de conquérir des positions de décision partielle au bureau de l'Assemblée nationale. On aurait aimé qu'ils aient une position de « décision totale ». Une partie de l'opposition politique depuis les années 1990 s'accroche à l'idée que « si l'on ne peut pas conquérir tout le pouvoir, alors on s'oppose c'est-à-dire que l'on boycotte ! » C'est la loi de Tout ou Rien ! L'idée de faire bouger les lignes progressivement est exclue !
8. Si l'on limite l'analyse au seul SDF, alors la même erreur continuera d'être commise sur la scène politique, au risque de ne jamais réussir l'action politique qui est celle d'améliorer les conditions de vie des populations. On a vu en 2020 que le choix du MRC de boycotter les élections locales lui a valu la perte de l'essentiel de ses cadres. Le leader qui mène une vie décente a oublié qu'il doit prendre la décision qui permet à son parti de caser ses cadres. Pire, il a pris une série de décisions qui a conduit gratuitement l'essentiel de ses cadres en prison. C'est en cela que l'éthique de conviction a des limites en dictature !
9. Ceci est un plaidoyer pour l'ajustement de l'éthique politique au Cameroun. Il est temps de penser au bien-être de ses compagnons en même temps qu'au bien-être des populations. Pourquoi est-ce que cela m'interpelle ? Parce que, sans être encore engagé officiellement en politique, l'on me reproche d'avoir porté un plaidoyer auprès du gouvernement pour l'incorporation des farines locales dans le pain.

Ces gens auraient souhaité que cela ne se fasse jamais jusqu'à ce que ce régime tombe. Sauf que le régime dure depuis 40 ans et que leur éthique de conviction a plutôt été une éthique d'irresponsabilité dans la mesure où l'option du boycott permanent a conduit au renforcement des pouvoirs du régime et à la paupérisation du pays. On peut être fier de brandir comme un trophée de guerre l'idée de l'échec du régime. D'accord ! Mais, c'est irresponsable !

Les Camerounais souffrent de plus en plus. Or, la vocation de la politique n'est pas de faire souffrir le peuple. C'est bien d'améliorer leurs conditions de vie. En tout cas, c'est ce que je crois. Il faut que cette préoccupation-là soit partagée par tous les acteurs politiques au Cameroun.